

Arrêté du ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire du 28 février 2001, portant approbation des cahiers des charges fixant les conditions et les modalités d'exercice des activités de collecte, de transport, de stockage, de traitement, d'élimination, de recyclage et de valorisation des déchets non dangereux

Le ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire,

Vu la loi n° 88-91 du 2 août 1988, portant création d'une agence nationale de protection de l'environnement, telle que modifiée et complétée par la loi n° 92-115 du 30 novembre 1992,

Vu la loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2001-14 du 30 janvier 2001 et notamment son article 26 (nouveau),

Vu le décret n° 93-303 du 1er février 1993, fixant les attributions du ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire,

Vu le décret n° 97-1102 du 2 juin 1997, fixant les conditions et les modalités de reprise et de gestion des sacs d'emballage et des emballages utilisés,

Arrête :

Article unique

Conformément aux dispositions de l'article 26 (nouveau) de la loi n° 96-41 du 10 juin 1996, susvisée, sont approuvés, les trois cahiers des charges annexes au présent arrêté fixant :

Les conditions et les modalités d'exercice des activités de collecte et de transport des déchets non dangereux,

Les conditions et les modalités d'exercice des activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets non dangereux,

Les conditions et les modalités d'exercice des activités de recyclage et de valorisation des déchets non dangereux.

Tunis, le 28 février 2001

Le Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire

Mohamed Ennabli

Le Premier Ministre

Mohamed Ghannouchi

ANNEXE N°I

CAHIER DES CHARGES RELATIF AUX MODALITES ET AUX CONDITIONS D'EXERCICE DES ACTIVITES DE COLLECTE ET DE TRANSPORT DES DÉCHETS NON DANGEREUX (1) (Traduction non officielle)

Article premier : Le présent cahier des charges s'applique à l'exercice des activités de collecte et de transport des déchets non dangereux

Art. 2: .La collecte et le transport comprennent toutes les opérations qui permettent la collecte et le transport vers la décharge finale, les stations de traitement, les unités de transfert ou toute autre destination, dûment autorisées par les autorités concernées.

Art. 3: -Les modalités de transport et de collecte des déchets seront fixées en commun accord avec les parties contractantes (l'opérateur, les communes ou autres établissements publics ou privés) en fonction des données spécifiques de la région dans laquelle sera exercée l'activité dont notamment :

- Typologie d'habitations
- Typologie des conteneurs de collecte
- Caractéristiques sociales et professionnelles
- Distances à l'intérieur et à l'extérieur
- Caractéristiques topographiques

Art. 4: l'exercice de l'activité de collecte et de transport des déchets doit être effectué sans causer de danger sur la santé humaine ou polluer l'environnement et notamment l'eau, l'air, le sol, la faune et la flore.

Art. 5: .l'exercice de l'activité de collecte et de transport des déchets doit se faire sans causer de nuisances acoustiques ou tout autre type de nuisance et sans porter atteinte aux paysages naturels et urbains.

(1) Inscrit au registre des cahiers des charges sous le n° "....." 2001 en date du 00/00/00 (CC 1)

Art 6. : L'exercice des activités de collecte et de transport des déchets, nécessite le choix des conteneurs de collecte des déchets et leurs emplacements et les circuits de collecte en commun accord avec les parties contractantes l'opérateur, les communes ou autres établissements publics ou privés). Ces conteneurs doivent être placés dans des endroits accessibles et doivent porter des marques signalétiques.

Art. 7: La personne exerçant l'activité de collecte et de transport des déchets doit déterminer en accord avec la partie contractante l'horaire de collecte, le nombre de tournées, ainsi que les circuits à emprunter lors du transport des déchets.

Art. 8. : Tous les déchets qui seront collectés doivent être livrés selon les modalités fixées par les parties contractantes aux organismes publics ou privés assurant l'opération de valorisation, d'élimination ou de traitement de ce type de déchets.

Art. 9: Les personnes exerçant des activités de collecte et de transport des déchets sont soumises au contrôle périodique des autorités compétentes en matière de la protection de la santé publique et de l'environnement

Art. 10 : Les personnes exerçant des activités de collecte et de transport des déchets doivent tenir un registre livré par les services du Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, dans lequel seront inscrites toutes les informations relatives à l'Exercice de l'activité et comprennent les quantités des déchets, leurs natures et origines, et si besoin leurs destinations et la périodicité des opérations de leur collecte et les moyens de leurs transports.

Art. 11 : Les personnes exerçant des activités de collecte et de transport des déchets sont tenues de retirer le registre numéroté et paraphé par les services du ministère chargé de l'Environnement conformément à l'article 28 de la loi N° 41 - 96 du 10 Juin 1996

Art. 12 : Les personnes exerçant des activités de collecte et de transport des déchets sont tenues d'avoir en leur possession, toutes les informations et les descriptions identifiant leurs activités, ainsi que toutes les prescriptions techniques qu'ils appliqueront dans l'exercice de leurs activités, et qui comprennent notamment :

- Les informations générales relatives à l'exploitant
- Les précautions et prescriptions techniques à prendre pour l'exercice de l'activité
- Les moyens humains et matériels ainsi que toutes spécifications techniques relatives aux équipements et instruments utilisés
- Le type, la composition et la quantité moyenne des déchets
- Un guide de maintenance, d'entretien et de lavage des équipements utilisés pour la collecte et le transport
- La maintenance et le lavage des équipements qui doivent être effectués dans un entrepôt situé dans une zone industrielle ou dans une station de lavage et de graissage dûment autorisée.

Art. 13. : Les personnes exerçant des activités de collecte et de transport des déchets sont tenues de garantir un encadrement technique et ce, en recrutant, au moins, un cadre ayant un niveau d'au moins de premier cycle universitaire ou équivalent achevé.

Art. 14. : Les personnes exerçant des activités de collecte et de transport des déchets sont tenues d'informer le Ministère de L'Environnement et de l'Aménagement du Territoire de tout changement dans les données déclarées et ce, dans un délai ne dépassant pas quinze jours de la date de cette modification.

Art. 15. : Toute infraction aux dispositions du présent cahier des charges donne lieu aux poursuites et pénalités prévues par la législation en vigueur et notamment la loi n° 96-41 du 10 Juin 1996 relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination et la loi n° 56-97 du 28 Juillet 1997 relative à l'organisation de l'activité de transport routier des marchandises, telle que modifiée par la loi n° 91-99 du 2 Août 1999.

Art. 16: La personne exerçant l'activité de collecte et de transport des déchets doit informer par écrit les services du Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire de tout contrat conclu pour l'exercice de cette activité et ce, dans un délai de quinze jours à partir de la date d'approbation du dit contrat.

Art. 17: l'exercice des activités de collecte et de transport des déchets, peut se faire par des personnes de nationalité Tunisienne ou étrangère.

Art. 18. : Je soussigné.....

Agissant en qualité de

De la société

Dont le siège social est sis à

.....

Type de société

Société anonyme o A responsabilité limitée o Autre o

Société tunisienne o Société mixte o

Inscrite au registre de commerce de..... Gouvernorat

En date du Sous le Numéro et à la

CNSS sous le numéro

D'un capital de

Après avoir pris connaissance des dispositions du présent cahier des charges et de la loi N° 96-41 du 10 Juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination, ainsi que de tous les textes relatifs à l'exercice de cette activité. Je m'engage à exercer l'activité de collecte et de transport des déchets conformément aux prescriptions mentionnées dans le présent cahier des charges.

..... Le

L'exploitant

(Signature légalisée)

Le présent cahier des charges comprenant 18 articles et une annexe doit être signé et paraphé.

ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES

INFORMATIONS GENERALES

- Nom Prénom Fonction.....
- Résident à
- Tel. Fax.
- Raison sociale
- Siège social de la société
- Ville Commune Gouvernorat

SOMMAIRE SUR LES ACTIVITÉS DE LA SOCIETE : (date de création de la société, activités, autres informations..... Etc.)

1°- Définition de l'activité :

.....

.....

.....

.....

2°- Type des déchets :

Type des déchets		Observations
Déchets ménagers	Non triés	
	Organiques	
	Non organiques recyclables	
	Autres	
Déchets industriels	Assimilables aux déchets ménagers	
	Recyclables	
	Inertes	

3° - Equipements

Equipements	Nbres	Types	Catégories	Capacités	Puissance	Propriété / Sous traite

4°- Quantité moyenne des déchets à gérer

..... T/j ours

..... T/mois

..... T/ans

5°- Prescriptions techniques et modalités de gestion

.....

.....

.....

.....

6°- Précautions nécessaires pour garantir les conditions de sécurité

.....

.....

.....

..... le

L'exploitant

(Signature légalisée)

ANNEXE N° II

CAHIER DES CHARGES RELATIF

AUX MODALITES ET AUX CONDITIONS

D'EXERCICE DES ACTIVITÉS DE RECYCLAGE ET DE VALORISATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX (1)

Article premier : Le présent cahier des charges s'applique à l'exercice des activités de recyclage et de valorisation des déchets non dangereux.

Art. 2. : Le recyclage et la valorisation comprennent toutes les opérations qui permettent la récupération des matériaux et de l'énergie à partir des déchets et toutes les opérations de renouvellement et de transformation telles que l'extraction des métaux ou d'autres matières non organiques et leur réutilisation pour la production de compost organique ou leur réutilisation comme source de production d'énergie. Un plan d'aménagement devrait être en possession de la personne exerçant cette activité.

Art. 3: l'exercice des activités de recyclage et de valorisation des déchets doit se faire dans des zones industrielles ou dans des zones réservées aux petits métiers à l'exception des déchets organiques et des déchets des jardins qui peuvent être valorisés dans des zones agricoles.

Art. 4: l'exercice des activités de recyclage et de valorisation des déchets doit se faire sans causer de danger à la santé humaine ou polluer l'environnement et notamment l'eau, l'air, le sol, la faune et la flore.

Art. 5. : Conformité aux normes

- Les mesures nécessaires pour se conformer aux normes relatives aux émissions des gaz

.....
.....

(1) Inscrit au registre des cahiers des charges sous le n°"....." 2001 en date du 00/00/00 (CC 2)

- Les mesures nécessaires pour se conformer aux normes relatives à l'évacuation des eaux résiduaires

.....
.....

- Les mesures nécessaires pour se conformer aux normes relatives à la gestion des déchets solides

.....

.....

- Les mesures nécessaires pour garantir les conditions de sécurité

.....

.....

Art. 6. : l'exercice des activités de recyclage et de valorisation des déchets doit se faire sans causer de nuisances acoustiques ou tout autre type de nuisance et sans nuire aux paysages naturels et urbains.

Art. 7: Les activités de recyclage et de valorisation des déchets, peuvent être exercées par les entreprises qui produisent ce type des déchets et par les promoteurs spécialisés dans les opérations de recyclage et de valorisation.

Art. 8. : La personne exerçant l'activité de recyclage et de valorisation des déchets peut assurer par ses propres moyens la collecte et le transport des déchets, comme elle peut confier ces opérations à autrui. Dans ce cas il doit signer le cahier des charges fixant les conditions d'exercice de ces activités.

Art. 9: Tout transporteur de déchets recyclables et valorisables doit avoir des connaissances sur ces déchets, et doit être accompagné d'une fiche de transport des déchets transportés.

Art. 10: La personne exerçant les activités de recyclage et de valorisation des déchets est soumise au contrôle périodique des autorités compétentes dans le domaine de la protection de la santé publique et de l'environnement.

Art. 11: Les prestataires des activités de recyclage et de valorisation des déchets doivent tenir un registre livré par les services du Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, dans lequel seront inscrites toutes les informations relatives à l'exercice de l'activité et comprennent les quantités des déchets, leur nature et origine, et le cas échéant leur destination et la périodicité des opérations de leur collecte et des moyens de leur transport.

Art. 12. : Les prestataires des activités de recyclage et de valorisation des déchets doivent retirer un registre d'inscription numéroté et paraphé par les services du ministère chargé de l'environnement conformément à l'article 28 de la loi N° 96-41 du 10 Juin 1996.

Art. 13. : Les prestataires des activités de recyclage et de valorisation des déchets sont tenus de fournir à toute demande des autorités compétentes, toutes les informations et les données identifiant leurs activités ainsi que toutes les prescriptions techniques qu'ils entreprendront pour l'exercice de leurs activités, et qui comprennent notamment :

- Informations générales sur l'exploitant
- Description détaillée de l'activité
- Précautions et prescriptions techniques à prendre pour l'exercice de l'activité
- Moyens humains et matériels ainsi que toute spécification technique relative aux équipements et aux instruments utilisés
- Type, composition et quantité moyenne des déchets
- Site d'implantation du projet et son impact sur l'environnement

- Description détaillée du mode de recyclage et de valorisation des déchets

Art. 14. : Les prestataires des activités de recyclage et de valorisation des déchets sont tenus d'assurer un encadrement technique en employant au moins un cadre ayant un niveau au moins de premier cycle universitaire ou équivalent achevé.

Art. 15. : Les prestataires des activités de recyclage et de valorisation des déchets sont tenus d'informer le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire de tout changement des données déclarées et ce dans un délai ne dépassant pas quinze jours de la date de cette modification.

Art. 16. : Les prestataires des activités de recyclage et de valorisation des déchets sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour la sécurité lors du transport, du stockage et de la valorisation des déchets.

Art. 17. : Les prestataires des activités de recyclage et de valorisation des déchets sont tenus de fournir chaque année à l'administration, toutes les informations relatives aux déchets qu'ils gèrent, leurs origines, leurs destinations, leurs spécificités et leurs modes de gestion, ainsi que les accidents éventuels causés par cette activité.

Art. 18. : Toute infraction aux dispositions du cahier des charges est soumise aux poursuites et pénalités prévues par la législation en vigueur dont notamment la loi N° 96-41 du 10 Juin 1996 relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination.

Art. 19: l'exercice des activités de recyclage et de valorisation des déchets, peut se faire par des personnes de nationalité tunisienne ou étrangère.

Art. 20. : Je soussigné

Agissant en qualité de

De la société

Dont le siège social est sis à

Type de société

Société anonyme o A responsabilité limitée o Autre o

Société tunisienne o Société mixte o

Inscrite au registre de commerce de..... Gouvernorat

En date du Sous le Numéroet à la

CNSS sous le numéro

D'un capital de

Après avoir pris connaissance des dispositions du présent cahier des charges et de la loi N° 96-41 du 10 Juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination, ainsi que de tous les textes relatifs à l'exercice de cette activité. Je m'engage à exercer l'activité de recyclage et de valorisation des déchets conformément aux prescriptions mentionnées dans le présent cahier des charges.

..... Le

L'exploitant

(Signature légalisée)

Le présent cahier des charges comprenant 20 articles et une annexe doit être signé et paraphé.

ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES

INFORMATIONS GENERALES

- Nom Prénom Fonction
- Résident à
- Tel. Fax.
- Raison sociale
- Siège social de la société
- Ville Commune..... Gouvernorat

SOMMAIRE SUR LES ACTIVITÉS DE LA SOCIETE : (date de création de la société, activités, autres informations etc)

1°- Définition de l'activité :

.....

.....

.....

2°- Type des déchets :

Type des déchets		Observations
Déchets ménagers	Non triés	
	Organiques	
	Non organiques recyclables	
	Autres	
Déchets industriels	Assimilables aux déchets ménagers	
	Recyclables	
	Inertes	

3°- Equipements :

Equipements	Nbres	Types	Catégories	Capacités	Puissance	Propriété / Sous traite

4°- Quantité moyenne des déchets à gérer

..... T/jours

..... T/mois

..... T/ans

5°- Prescriptions techniques et modalités de gestion

.....
.....
.....
.....

6°- Précautions nécessaires pour garantir les conditions de sécurité

..... Le

L'exploitant

(Signature légalisée)

ANNEXE N°III

CAHIER DES CHARGES RELATIF AUX MODALITES ET AUX CONDITIONS D'EXERCICE DES ACTIVITÉS DE STOCKAGE, DE TRAITEMENT ET D'ELIMINATION DES DÉCHETS NON DANGEREUX (1)

Article premier : Le présent cahier des charges s'applique à l'exercice des activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets non dangereux

Art. 2: l'exercice des activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets, à l'exception du dépôt dans les décharges, doit se faire dans des zones industrielles, aménagées à cet effet et ayant une capacité suffisante pour accueillir les déchets. Les prestataires doivent tenir un plan d' aménagement.

Art. 3. : conformité aux normes

- Les mesures nécessaires pour se conformer aux normes relatives aux émissions des gaz

.....
.....
.....

- Les mesures nécessaires pour se conformer aux normes relatives à l'évacuation des eaux résiduaires

.....
.....
.....

- Les mesures nécessaires pour se conformer aux normes relatives à la gestion des déchets solides

.....
.....
.....

(1) Inscrit au registre des cahiers des charges sous le n°"....." 2001 en date du 00/00/00 (CC 3)

- Les mesures nécessaires pour garantir les conditions de sécurité

.....
.....
.....

Art. 4: l'exercice des activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets doit se faire sans causer aucun danger pour la santé humaine ou polluer l'environnement et notamment l'eau, l'air, le sol, la faune et la flore.

Art. 5: l'incinération des déchets en plain air et leur utilisation comme combustible sont interdites. Les opérations d'élimination par incinération ne doivent avoir lieu que dans des établissements autorisés.

Art. 6. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets doivent tenir un registre livré par les services du Ministère de L'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, dans lequel seront inscrites toutes les informations relatives à l'exercice de l'activité et comprend les quantités des déchets, leur nature et origine, et si besoin leur destination et la périodicité des opérations de leur collecte et des moyens de leur transport.

Art. 7. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets sont tenues de fournir chaque année aux services du Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, toutes les informations relatives aux déchets qu'ils gèrent, leurs origines, leurs destinations, leurs spécificités et la manière de leur gestion, ainsi que les accidents éventuels causés par cette activité.

Art. 8. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets sont tenues d'informer le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire de tout changement dans les données déclarées et ce, dans un délai ne dépassant pas quinze jours de la date de cette modification.

Art. 9. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets sont tenues d'informer le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire de tout changement relatif au site d'exploitation tel que l'élargissement, le remplacement etc.

Art. 10. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets sont tenues d'assurer un encadrement technique en employant au moins un cadre ayant un niveau d'au moins de premier cycle universitaire ou équivalent achevé.

Art. 11. : En cas d'apparition d'une pollution causée par l'exploitation d'une unité de stockage, de traitement ou d'élimination des déchets, l'exploitant est tenu d'éliminer cette pollution et la contamination enregistrée au site d'exploitation. Et dans le cas où il n'arriverait pas et s'il est dans l'impossibilité de le faire, les autorités concernées y procèdent à ses frais.

Art. 12. : Il est strictement interdit à l'exploitant d'une unité de traitement des déchets ménagers d'y enfouir les déchets suivants :

- Les liquides et tous matériaux contenant des liquides
- Les conteneurs vides sauf s'ils sont déchiquetés ou broyés ou compactés
- Les dynamites, les matériaux solides inflammables, les déchets inflammables et les matériaux qui entrent en réaction au contact de l'eau
- Tous autres déchets qui peuvent être valorisés sur les sites d'enfouissement

Art. 13. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets doivent tenir un plan de contrôle des opérations de collecte et d'élimination des lixiviats des déchets ménagers dans les sites d'élimination qui doivent être traités selon des modalités spécifiques.

Art. 14. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets sont tenues lors de la fermeture d'une unité de traitement ou d'élimination des déchets d'enlever les équipements installés dans cette unité et de procéder à l'aménagement et à la réhabilitation du site conformément aux réglementations en vigueur.

Art. 15: l'exploitant d'une unité de stockage, de traitement ou d'élimination des déchets doit tenir un programme de contrôle et de suivi de l'état de l'environnement et ce durant l'exploitation de cette unité et après sa fermeture.

Art. 16: Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets sont soumises au contrôle continu des autorités compétentes en matière de protection de l'environnement et de la santé publique.

Art. 17. : Les personnes exerçant les activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets doivent autoriser les autorités compétentes à procéder à tous les constats et les investigations et à prendre les échantillons et les informations nécessaires dans le cadre de l'exercice des missions que leurs sont confinés.

Art. 18. : Toute infraction aux dispositions du cahier des charges est soumise aux poursuites et pénalités prévues par la législation en vigueur dont notamment la loi n°96-41 du 10 Juin 1996 relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination.

Art. 19: l'exercice des activités de stockage, de traitement et d'élimination des déchets, peut se faire par des personnels de nationalité tunisienne ou étrangère.

Art. 20. : Je soussigné

Agissant en qualité de

De la société

Dont le siège social est sis à

Type de société

Société anonyme o A responsabilité limitée o Autre o

Société tunisienne o Société mixte o

Inscrite au registre de commerce de.....Gouvernorat

En date du Sous le Numéroet à la

CNSS sous le numéro

D'un capital de

Après avoir pris connaissance des dispositions du présent cahier des charges et de la loi N° 96-41 du 10 Juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination, ainsi que de tous les textes relatifs à l'exercice de cette activité. Je m'engage à exercer l'activité de recyclage et de valorisation des déchets conformément aux prescriptions mentionnées dans le présent cahier des charges.

..... Le

L'exploitant

(Signature légalisée)

Le présent cahier des charges comprenant 20 articles et une annexe qui doit être signé et paraphé

ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES

INFORMATIONS GENERALES

- Nom..... Prénom Fonction

- Résident à

- Tel. Fax.

-Raison sociale.....

.....

-Siège social de la société

-Ville.....Commune.....Gouvernorat.....

SOMMAIRE SUR LES ACTIVITÉS DE LA SOCIETE : (date de création de la société, activités, autres informations etc.)

1°- Définition de l'activité :
.....

2°- Type des déchets

Type des déchets		Observations
	Non triés	
Déchets ménagers	Organiques	
	Non organiques recyclables	
	Autres	
Déchets industriels	Assimilables aux déchets	
	Ménagers	
	Recyclables	
	Inertes	

3°- Equipements

Equipements	Nbres	Types	Catégories	Capacités	Puissance	Propriété / Sous traité

4°- Quantité moyenne des déchets à gérer

..... T/jours

..... T/mois

..... T/ans

5°- Prescriptions techniques et modalités de gestion

.....
.....
.....

6°- Précautions nécessaires pour garantir les conditions de sécurité

.....
.....
.....

..... le

L'exploitant

(Signature légalisée)